Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

56 | 2018

Un autre XIX^e siècle : l'Inde sous domination coloniale

L'Inde coloniale en mouvement. Les régimes circulatoires des classes laborieuses en Asie du sud au XIX^e siècle

*Colonial India on the Move: the Circulatory Regimes of the Labouring Classes in
19th century South Asia*

*Das koloniale Indien in Bewegung. Zirkulation der Arbeiterklasse in Südasien im
19. Jahrhundert*

Camille Buat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5457>

DOI : 10.4000/rh19.5457

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2018

Pagination : 53-66

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Camille Buat, « L'Inde coloniale en mouvement. Les régimes circulatoires des classes laborieuses en Asie du sud au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 56 | 2018, mis en ligne le 15 octobre 2020, consulté le 04 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/5457> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.5457>

CAMILLE BUAT

*L'Inde coloniale en mouvement.
Les régimes circulatoires des classes laborieuses
en Asie du sud au XIX^e siècle*

La question de l'impact de la colonisation sur les structures politiques, économiques et sociales de l'Inde constitue, depuis longtemps, un champ d'étude particulièrement fertile et riche en controverses. Le rôle de l'emprise coloniale dans la reconstitution des pratiques circulatoires, et en particulier des formes de mobilité des classes laborieuses, a notamment fait l'objet de traitements radicalement différents de la part des historiens. Les changements relatifs à la nature et à la géographie de ces mouvements, ainsi qu'aux structures – régulatrices et matérielles – qui les encadraient constituent des points de contention durables. Différentes interprétations ont été proposées, fondées sur des visions divergentes, voire irréconciliables, de la société indienne précoloniale, conduisant à des évaluations tout aussi variées des changements suscités par la période de domination coloniale.

L'Inde « traditionnelle » a souvent été décrite comme une société statique, ancrée dans ses villages. On trouve une première élaboration de ce stéréotype dans les écrits orientalistes de la période coloniale, mais il a connu une postérité considérable, en particulier à travers l'idéal gandhien des « républiques villageoises ». Dans le champ académique, la multiplication de *Village Studies* à partir des années 1950 a contribué à diffuser l'image – largement contestée par la suite – du microcosme villageois, un tout organique et auto-suffisant, censé figurer l'ensemble de la civilisation indienne. Les processus parallèles d'urbanisation, d'industrialisation et de commercialisation qui marquèrent la période coloniale auraient, dans cette perspective, conduit à une mise en mouvement de la société sud-asiatique. L'« ouverture » des territoires colonisés et le développement d'infrastructures de transport et de communication, en particulier, auraient permis une circulation accrue des hommes et des marchandises, créant ainsi les conditions nécessaires au déclenchement

de migrations des populations rurales vers les centres urbains et industriels. Célébrée ou déplorée, cette « mise en mouvement » a été présentée comme une rupture radicale avec les normes sédentaires traditionnelles¹.

Pour autant, les études historiques portant sur la période précoloniale présentent une image tout à fait antithétique de la société indienne, celle d'une société essentiellement mobile². Ces travaux rappellent avec justesse que les sources littéraires traditionnelles, textes religieux et épopées en tous genres, font la part belle à la figure, mobile par excellence, du prince exilé, ou du l'ascète renonçant³. Ils battent en brèche l'image de communautés villageoises isolées, autosuffisantes et statiques. L'historien David Ludden estime ainsi qu'au XVIII^e siècle, la moitié de la population indienne aurait vécu dans un état de mobilité perpétuelle. Paysans pauvres et ouvriers agricoles trouvaient à s'employer, de façon saisonnière, à l'extérieur de leur village, tandis que les artisans se déplaçaient en fonction des fortunes économiques et politiques de leurs mécènes⁴. La mobilité était également un élément essentiel de l'activité de nombreuses communautés, engagées dans des pratiques pastorales ou marchandes, à l'origine des « cultures de l'itinérance » qui se sont longtemps épanouies en Asie du Sud⁵. Dirk Kolff a également souligné l'importance de l'activité militaire, tout au long de la période précoloniale, pour les sociétés rurales du nord de l'Inde. Ces communautés de « soldats paysans » ont en effet constitué l'essentiel de la main-d'œuvre militaire employée, en parallèle avec leurs activités agricoles, dans les armées des différents sultanats et royaumes hindous, ainsi que de l'empire moghol⁶.

Une telle image de la société indienne précoloniale conduit, par nécessité, à une appréciation contrastée de l'impact du colonialisme. Tout en prenant acte de la réorganisation spatiale opérée, pendant la période coloniale, par les processus d'industrialisation, d'urbanisation et le développement d'infrastructures de communication, certains travaux ont nuancé l'idée d'une rupture coloniale radicale. Ils ont ainsi souligné que les flux migratoires reliant certaines régions rurales à de grands centres industriels trouvent souvent

1. Cette vision est développée dans de multiples ouvrages consacrés au développement industriel de l'Inde dans les années 1920 et 1930. Cf. notamment Gladys Mary Broughton, *Labour in Indian Industries*, London, Oxford University Press, 1924 ; Daniel Houston Buchanan, *The Development of Capitalistic Enterprise in India*, New York, The Macmillan Company, 1934.

2. Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation, Mobile People and Itinerant Cultures in South Asia, 1750-1950*, London, Anthem Press, 2006 (1^{re} édition 2003).

3. Cf. notamment l'introduction de l'ouvrage de Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation...*, *op. cit.* ; cf. aussi Catherine Servan Schreiber, *Chanteurs itinérants en Inde du Nord, la tradition orale Bhojpuri*, Paris, L'Harmattan, 2000.

4. David Ludden, 'Caste Society and Units of Production in Early-Modern South India', in Burton Stein and Sanjay Subrahmanyam (eds), *Institutions and Economic Change in South Asia*, Delhi, Oxford University Press, 1996, p. 105-133.

5. L'expression reprend le titre de l'ouvrage de Claude Markovits, Jacques Pouchepadass et Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation...*, *op. cit.*

6. Dirk Kolff, *Naukar, Rajput and Sepoy. The ethnohistory of the military labour market in Hindustan, 1450-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

leurs origines dans des pratiques plus anciennes, notamment de mobilité saisonnière d'ouvriers agricoles⁷. D'autres auteurs, tels David Washbrook ou plus récemment Ian Kerr ont contesté de façon plus radicale l'idée d'une « mise en mouvement » de populations traditionnellement immobiles⁸. De leur point de vue, l'emprise coloniale a, tout au contraire, conduit à une réduction de la mobilité des populations indiennes. Le déclin des centres urbains régionaux et le démantèlement des armées locales poussèrent des populations traditionnellement mobiles du fait de leurs activités artisanales, marchandes ou militaires, à se tourner vers l'agriculture, qui devint la principale source de leur subsistance. À cela s'ajoutèrent les activités régulatrices de l'état colonial qui chercha à sédentariser les populations pour en faciliter le contrôle politique, administratif et fiscal. Ainsi, du point de vue de David Washbrook, on assista pendant la période coloniale à un processus général de « paysannisation » de la société indienne, qui s'accompagna d'une réduction des formes de mobilité⁹.

Cet article historiographique propose, à travers la présentation sélective de certains ouvrages, d'explorer ces interprétations contrastées de l'évolution des pratiques circulatoires à l'intérieur du sous-continent indien, tout au long du XIX^e siècle. La majorité des travaux historiques se sont penchés de façon privilégiée sur les circulations de main-d'œuvre reliant régions rurales et urbaines. Si certaines études ont souligné l'importance – numérique, économique et sociale – de ces migrations du point de vue des sociétés d'origine, les historiens se sont surtout intéressés au processus de constitution d'une classe ouvrière indienne, urbaine et industrielle, à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ce n'est que depuis les années 2000 que les pratiques circulatoires se sont constituées en objet d'étude à part entière.

LES CIRCULATIONS VILLAGEOISES : MIGRATION, SUBSISTANCE ET MOBILITÉ SOCIALE

Les études consacrées au monde rural indien au XIX^e siècle ont essentiellement abordé la question des pratiques migratoires pour en évaluer les conséquences sur les sociétés villageoises, et en particulier sur les conditions de vie des populations les plus vulnérables, longtemps considérées plus sus-

7. Ravi Ahuja, 'Networks of subordination – networks of the subordinated: the ordered spaces of South Asian maritime labour in an age of imperialism (c. 1890-1947)', in Ashwini Tambe and Harald Fischer-Tiné (eds), *The Limits of British Colonial Control in South Asia, Spaces of disorder in the Indian Ocean region*, London, New York, Routledge, 2009, pp. 13-48; Arjan de Haan, 'Migration and Livelihoods in Historical Perspective: A Case Study of Bihar, India', *Journal of Development Studies*, volume 38, n° 5, 2002, p. 115-142.

8. David A. Washbrook, 'Progress and Problems: South Asian Economic and Social History, c. 1720-1860', *Modern Asian Studies*, volume 22, n° 1, 1988, p. 57-96; Ian J. Kerr, 'On the Move: Circulating Labor in Pre-Colonial, Colonial and Post-Colonial India', *International Review of Social History*, 51, Supplement, 2006, p. 85-109.

9. David A. Washbrook, 'Progress and Problems ...', *loc. cit.*, p. 81

ceptibles de migrer. Dharma Kumar a, par exemple, consacré un chapitre à ce sujet dans son étude portant sur l'histoire des ouvriers agricoles dépourvus de terre en Inde du Sud au XIX^e siècle. Des migrants originaires de ces régions trouvèrent en effet à s'employer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Inde, travaillant dans des plantations (thé, café, caoutchouc), ou participant à la récolte du riz en Assam et au Karnataka, ainsi qu'en Birmanie et au Sri Lanka. Si le manque de sources ne lui permet pas d'établir certains faits avec certitude, D. Kumar suppose que ces pratiques migratoires, généralement temporaires voire saisonnières, ont eu pour effet d'améliorer les conditions de groupes socialement et économiquement vulnérables. Elles ont pu permettre une certaine ascension sociale au niveau individuel, voire l'accès à la propriété foncière, grâce à l'argent économisé ou envoyé régulièrement par les migrants. Réduisant la pression démographique, ces phénomènes migratoires ont également pu contribuer à une augmentation des salaires dans les zones d'émigration¹⁰.

Dans son étude détaillée du district de Saran, situé dans l'État du Bihar au nord de l'Inde, Anand Yang décrit quant à lui la migration comme un « mécanisme de soulagement » dans un contexte politique, économique et social difficile. S'intéressant à l'interaction entre l'État colonial, ses intermédiaires locaux et les populations rurales, il insiste en particulier sur la « rationalité » des communautés paysannes, sans cesse à la recherche de moyens d'assurer leur propre subsistance. Contrairement aux désertions de masse, courantes dans des contextes de crises politiques, de catastrophes naturelles, ou encore face aux pratiques oppressives des planteurs d'indigo britanniques, A. Yang considère que la migration était essentiellement déterminée par une conjonction de dynamiques d'attraction et de répulsion (*pull and push*). Les populations rurales de Saran furent ainsi attirées par les multiples opportunités d'emploi (industries, docks, mines de charbon, mais aussi travail agricole) qui fleurissaient à l'est du pays, et notamment au Bengale. Ces migrations étaient généralement temporaires, les paysans les plus pauvres parvenant ainsi à diversifier leurs sources de revenu, sans avoir à encourir les risques impliqués par un déplacement permanent. Du point de vue d'A. Yang, ces mouvements constituent bien « un mécanisme de maximisation qui reflète la rationalité caractéristique des modes de réflexion et d'action des paysans »¹¹.

10. Dharma Kumar, *Land and Caste in South India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1965, cf. en particulier le chapitre 8, 'Emigration'.

11. Anand Yang, *The Limited Raj, Agrarian Relations in Colonial India, Saran District 1793-1920*, Berkeley, Los Angeles, London, University of California Press, 1989 ; cf. le chapitre 9, 'Desertion and Migration as Peasant Options'.

MIGRATION ET INDUSTRIALISATION :
L'« OUVRIER PAYSAN », UN DILEMME HISTORIOGRAPHIQUE

La plupart des ouvrages traitant, de façon plus ou moins directe, de la question de la mobilité des classes laborieuses le font du point de vue de l'histoire de la main-d'œuvre employée dans les grandes entreprises – plantations, mines et industries – qui se développèrent en Inde à partir du milieu du XIX^e siècle. En effet, ces différentes structures recrutèrent l'essentiel de leur personnel parmi des populations rurales, originaires de régions souvent éloignées de leur lieu de travail. La segmentation des marchés du travail qui se développèrent à cette période, et la géographie des flux de main d'œuvre liant une entreprise donnée à sa « zone de recrutement » (*labour catchment area*) spécifique a été étudiée de façon approfondie dans une multitude de travaux consacrés aux divers secteurs économiques de l'Inde coloniale. Ainsi, si les plantations de thé d'Assam recrutèrent l'essentiel de leurs travailleurs parmi les populations tribales du Chota Nagpur, en Inde du nord, les grandes industries de jute, rassemblées autour de Calcutta, employaient une main-d'œuvre variée, originaire de certains districts d'Inde du sud (Orissa et région télougouphone de la présidence de Madras), mais surtout du Bihar et des *United Provinces* (Uttar Pradesh actuel). Des ouvriers originaires de ces provinces du nord de l'Inde furent également recrutés par les usines de coton de Bombay, où ils travaillaient aux côtés de migrants venus de régions plus proches, notamment le Deccan et la région du Konkan¹².

Le personnage de « l'ouvrier paysan » a longtemps dominé la littérature consacrée au monde ouvrier indien pendant la période coloniale. Cette figure, supposée paradoxale, trouve son origine en premier lieu dans le constat du caractère souvent temporaire des migrations ouvrières. Les migrants, généralement des hommes jeunes, seuls ou accompagnés d'autres hommes, s'installaient dans les faubourgs industriels pour une durée limitée, entrecoupée de retours réguliers au village où étaient restées les femmes de la famille¹³. Dès la période coloniale, nombreux sont ceux qui ont vu dans le maintien de liens intenses avec le milieu d'origine le signe que l'ouvrier indien tendait à conserver sa mentalité « rurale » et son attachement à des structures sociales « traditionnelles »¹⁴. Dès lors, l'oxymore d'« ouvrier paysan » a été utilisé pour

12. La plupart des ouvrages se consacrent à l'étude approfondie d'une industrie donnée. On peut notamment mentionner (de façon non exhaustive) : pour l'industrie textile de Bombay, Rajnarayan Chandavarkar, *The origins of industrial capitalism in India, Business strategies and the working classes in Bombay, 1900-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; pour l'industrie de jute du Bengale : Subho Basu, *Does Class Matter, Colonial capital and worker's resistance in Bengal, 1890-1937*, Oxford, Oxford University Press, 2004 ; pour les plantations de thé d'Assam : Nitin Verma *Coolies of Capitalism*, Berlin, Gruyter Oldenbourg, 2016, et Rana Behal, *One Hundred Years of Servitude : Political Economy of Tea Plantations in Colonial Assam*, New Delhi, Tulika Books, 2014.

13. Les plantations de thé en Assam constituent un cas à part, dans la mesure où les planteurs s'efforcent de stabiliser leur main-d'œuvre, notamment en encourageant les migrations « familiales » et féminines, qui permettent de satisfaire aux besoins de reproduction de la force de travail.

14. La figure de l'ouvrier paysan est omniprésente dans les rapports officiels tels la *Royal*

traduire une anomalie, le maintien de modes de pensée et d'action perçus comme anachroniques dans un contexte de modernisation urbaine et industrielle.

La figure de l'« ouvrier paysan » est représentative du biais analytique qui a longtemps inspiré les études portant sur la classe ouvrière indienne. Cette dernière a été étudiée à l'aune d'un modèle historique considéré comme universel, et fondé sur une certaine lecture de l'histoire de la révolution industrielle en Grande-Bretagne. Le cas indien a ainsi longtemps été perçu comme une déviation : la classe ouvrière sud-asiatique ne semblait pas se conformer aux attentes concernant sa constitution, progressive, en une main-d'œuvre stable et organisée, adaptée aux rythmes du travail industriel, et ayant développé des formes de solidarités et de mobilisations propres à une classe ouvrière consciente d'elle-même¹⁵. Ainsi, selon le paradigme modernisateur, dominant dans les années 1950-60, certains traits tels le maintien de liens avec le milieu rural d'origine, un fort absentéisme et une incapacité à s'adapter à la discipline propre au travail industriel, la persistance de formes personnalisées de recrutement et de supervision, et enfin la faiblesse des organisations ouvrières formelles, confèrent à la classe ouvrière indienne, jusque dans la seconde moitié du XX^e siècle, toutes les caractéristiques d'une main-d'œuvre dans les premiers moments du processus de transition vers une société industrielle. Morris D. Morris proposa, dès 1965, une critique de nombres de ces suppositions, montrant que les faiblesses attribuées à la main-d'œuvre indienne, son indiscipline, irrégularité et instabilité, loin d'être une « tendance naturelle » de l'ouvrier indien, était au contraire inhérentes au fonctionnement de l'industrie elle-même¹⁶.

Partant de postulats idéologiques différents, la perspective marxiste, dominant le champ de l'histoire sociale en Inde à partir des années 1970, a également fait la part belle à l'idée de transition : d'un mode de production précapitaliste (ou féodal) vers un mode de production capitaliste, de la paysannerie vers la classe ouvrière, de formes de conscience communautaires vers une conscience de classe. Tout au long de la période coloniale, la classe ouvrière indienne aurait ainsi été constituée par une diversité de groupes, dont chacun se situait « à des moments différents du processus historique de prolétarianisation »¹⁷. Étudiant la main-d'œuvre employée dans les mines et

Commission of Labour de 1931, ainsi que l'ensemble des ouvrages scientifiques produits pendant la période coloniale. On peut se référer par exemple à Gladys Mary Broughton, *Labour in Indian Industries*, op. cit., ou D. H. Buchanan, *The Development of Capitalistic Enterprise in India*, op. cit.

15. Pour un résumé de ces approches, et du prisme interprétatif de « transition » qu'elles emploient cf. Prabhu Mohapatra, 'Situating the renewal : reflections on labour studies in India', New Delhi, V.V. Giri National Labour Institute, 1998.

16. Morris David Morris, *The Emergence of an Industrial Labor Force in India, A Study of the Bombay Cotton Mills, 1854-1947*, Berkeley and Los Angeles, University of California Press, 1965.

17. Ranajit Das Gupta, *Labour and Working Class in Eastern India, Studies in Colonial History*, Calcutta, KP Bagchi and Company, 1994, p. 239.

les industries du jute du Bengale des années 1850 aux années 1950, Ranajit Das Gupta considère ainsi qu'elle constitue un exemple de « semi-prolétarisation ». Prolétaires puisque contraints de vendre leur force de travail en échange d'un salaire, ces ouvriers n'étaient pourtant pas établis de façon permanente dans le milieu urbain et industriel. Maintenant leurs connexions avec le milieu rural, ils restaient engagés dans des activités économiques non capitalistes, notamment de production agricole. Du point de vue de Das Gupta, la perpétuation de ces liens put avoir des effets contradictoires sur la conscience de classe, favorisant certaines formes de solidarité, tout en affaiblissant les capacités d'organisation et de résistance des ouvriers, souvent tentés de retourner dans leurs villages au cours de conflits industriels¹⁸.

L'ouvrage de Dipesh Chakrabarty, *Rethinking Working Class History*, a contribué à renouveler le champ d'étude en plaçant la question de la culture des ouvriers au cœur du débat. Il opère ainsi un glissement interprétatif, d'autant plus conséquent qu'il a été l'objet de critiques vives et soutenues depuis sa parution en 1989. À travers son étude de la main-d'œuvre employée dans les industries de jute de Calcutta, de 1890 à 1940, D. Chakrabarty se propose de montrer que « l'existence d'une culture et d'une conscience pré-bourgeoise » a empêché la constitution de la main-d'œuvre industrielle indienne en une classe ouvrière à part entière. Il entend ainsi contester une « lecture émancipatrice » de l'histoire, associée à certaines approches marxistes, qui considère que l'expérience commune des relations de production capitaliste conduit nécessairement, et dans n'importe quel contexte, à la constitution d'une classe ouvrière consciente d'elle-même. L'histoire des ouvriers de l'industrie du jute permettrait au contraire d'illustrer la façon dont le maintien d'identités et de structures sociales traditionnelles a empêché, tout au long de la période coloniale, le développement des formes de solidarité, d'organisation et de conscience nécessaires. L'identité de classe des ouvriers indiens serait donc fragile, toujours susceptible d'être concurrencée et remplacée par d'autres formes d'appartenance, plus restreintes et conflictuelles, fondées sur la religion, la langue et l'ethnicité¹⁹. De nombreux historiens travaillant sur les classes laborieuses indiennes ont par la suite reproché à D. Chakrabarty d'opérer une réification de la culture des ouvriers indiens, immuable et à jamais « précapitaliste », et d'adopter une vision également stéréotypée de la conscience de classe, qui serait nécessairement constituée à partir de certaines idées et valeurs propres à une culture « bourgeoise »²⁰.

18. *Idem.*, chapitre 5 'Migrant Workers, Rural Connections and Capitalism: the Calcutta Jute Industrial Labour Force: 1890s to 1940s'.

19. Dipesh Chakrabarty, *Rethinking Working Class History, Bengal 1890-1940*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

20. Il partage ce reproche avec d'autres auteurs proches comme lui du collectif des *Subaltern Studies*, certains historiens regrettant leur tendance à essentialiser la culture et les formes de mobilisations des classes subalternes. Pour une critique de l'approche proposée par les *Subaltern Studies*, cf. Rajnarayan Chandavarkar, ' "The Making of the Working Class" : E.P. Thompson and

On assiste, dans les années 1990, à un renouveau des études portant sur la classe ouvrière indienne. À l'opposé d'approches jugées trop téléologiques et essentialisantes, circonscrites à l'étude de la main-d'œuvre employée dans la grande industrie et saisie essentiellement sur son lieu de travail, ces nouvelles contributions ont élargi le champ d'étude à d'autres groupes et à d'autres espaces. Pionnier dans ce domaine, Rajnarayan Chandavarkar étudie les classes laborieuses de Bombay – rassemblant les ouvriers employés dans la grande industrie aussi bien que les autres groupes de travailleurs urbains – de la fin du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle. Il s'intéresse en particulier à l'intersection de différents espaces : le lieu de travail, d'une part, mais aussi les lieux de la vie quotidienne et le monde rural, dont sont originaires ces ouvriers²¹. Critiquant les dichotomies traditionnelles, qui tendent à essentialiser ces différents espaces, Chandavarkar refuse de considérer que le lieu de travail constitue nécessairement le creuset de l'identité de classe et des solidarités ouvrières, tandis que les divisions communautaires seraient « importées » du milieu rural. Le maintien de liens avec le village ne doit pas nécessairement être interprété comme indicateur d'une adhésion seulement partielle au monde industriel et aux rythmes de travail urbain. Les ouvriers qui maintenaient des liens intenses avec leurs régions d'origine, justement parce que leur salaire était nécessaire à la survie de leur famille, « faisaient souvent montre de leur attachement au monde urbain et industriel, et agissaient souvent selon le modèle – ou le stéréotype – des ouvriers urbanisés et industrialisés, plus encore que ceux qui n'avaient aucune connexion avec la campagne »²². À l'inverse, loin d'homogénéiser les intérêts des classes laborieuses, l'expérience du travail industriel fut avant tout celle d'une mise en compétition sur le marché du travail, et au niveau du processus de production, porteuse de divisions et de tensions.

Tout l'intérêt de l'approche de Chandavarkar consiste à rendre compte des multiplicités d'expérience et de relations sociales, nouées à l'intersection de ces différents espaces, qui contribuèrent à forger les « mentalités » des classes ouvrières. La mise en avant, à un moment précis, d'une forme d'identité donnée – de famille ou de classe, religieuse, ou de caste, locale ou nationale – dépend du contexte social et politique dans lequel ces dernières furent articulées. On comprend mieux alors le caractère instable et changeant des « affinités culturelles, intérêts communs et solidarités politiques » des classes

Indian History', in Vinayak Chaturvedi (ed.), *Mapping Subaltern Studies and the Postcolonial*, London, New York, Verso, 2000, p. 50-71.

21. Rajnarayan Chandavarkar, *The origins of industrial capitalism in India, Business strategies and the working classes in Bombay, 1900-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994. Nandini Gooptu s'est, quant-à-elle, proposée d'étudier les « classes pauvres », intégrant, au-delà du secteur de la grande entreprise, les populations employées dans une multitude d'occupations urbaines « informelles », cf. Nandini Gooptu, *The Politics of the Urban Poor in Early Twentieth Century India*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

22. Rajnarayan Chandavarkar, *The origins of industrial capitalism...*, op. cit., p. 17.

ouvrières de Bombay, et le paradoxe apparent que constitue la coexistence de larges mouvements ouvriers et d'épisodes de violence communautaire²³.

À la suite de Chandavarkar, d'autres historiens ont cherché à repenser les liens entre milieux urbains et ruraux, et la façon dont ils ont pu façonner le développement d'une main-d'œuvre industrielle en Inde à partir de la fin du XIX^e siècle. C'est le cas en particulier de Samita Sen, qui se propose de relire l'histoire, pourtant bien balisée, des industries de jute de Calcutta à travers un prisme nouveau : celui des femmes. Qu'elles soient employées dans le secteur urbain et industriel ou que, restées au village, elles prennent en charge le travail agricole, elles constituent en effet des acteurs importants et par trop négligés de cette histoire²⁴. S. Sen identifie en particulier un processus de marginalisation du travail féminin, se déroulant de façon parallèle dans les milieux ruraux et urbains de la fin du XIX^e au milieu du XX^e siècle. L'adoption, par des groupes en cours d'ascension sociale, des pratiques de réclusion féminine qui étaient jusque-là le propre des castes dont le statut rituel était jugé supérieur, conduisit au triomphe progressif d'une idéologie prônant le retrait des femmes de l'espace public. Cela eut pour conséquence une dévaluation symbolique du travail féminin à l'extérieur de la sphère domestique, associé à un statut économique et social dégradé. On assista en parallèle à une dépréciation du rendement matériel du travail agricole féminin, faisant l'objet d'une rémunération en nature, tandis que les hommes, notamment lorsqu'ils partaient chercher du travail en ville devenaient les principaux pourvoyeurs d'argent liquide. Dans le secteur industriel, d'autre part, S. Sen souligne une concordance entre l'arrière-plan idéologique « indigène » et le conservatisme social des employeurs britanniques, à l'origine d'une division sexuée du travail au sein de l'atelier. Les femmes étant employées pour les tâches les moins qualifiées et les moins rémunérées, le travail féminin était présenté comme subsidiaire, apportant un simple « complément » de salaire par rapport à celui de l'homme, de prime importance²⁵.

Cet élargissement du champ d'étude, intégrant différents espaces (l'industrie, le village et les lieux de la vie quotidienne), différentes formes de travail (grande industrie et secteur « informel »), et différents acteurs (notamment les femmes), permet de mieux rendre compte de la diversité des pratiques migratoires, et de l'imbrication des espaces qu'elles suscitent. Cependant, dans la mesure où ces études s'intéressent de façon exclusive aux classes laborieuses urbaines et industrielles, elles rendent compte d'un type précis de mobilité – les flux migratoires reliant bassins de recrutement ruraux et centres urbains

23. *Idem.*, p. 429

24. On peut noter cependant que toutes les pratiques circulatoires ne sont pas similaires, et les ouvriers venant du sud du pays (région télougouphone de la présidence de Madras), ont tendance à migrer en famille, et à s'installer dans les faubourgs usiniers, tandis que les flux migratoires en provenance des régions du nord du pays sont essentiellement constitués d'hommes venant seul, ou avec d'autres hommes.

25. Samita Sen, *Women and Labour in Late Colonial India, The Bengal Jute Industry*, Cambridge, Cambridge University press, 1999.

et industriels – étudié exclusivement à partir du milieu du XIX^e siècle, alors que débute l’industrialisation du pays.

LA CIRCULATION COMME OBJET D’ÉTUDE : PENSER L’IMBRICATION DES RÉSEAUX ET DES ESPACES

Depuis quelques années on observe un renouvellement du champ d’étude consacré aux phénomènes circulatoires, à travers un élargissement thématique aussi bien que chronologique. Certains historiens ont ainsi étudié, sur la longue durée, différents groupes caractérisés par un mode de vie mobile, tels que les communautés de caravaniers, ou les ouvriers de construction, qui constituent ce que Ian Kerr a appelé une « main-d’œuvre itinérante »²⁶. Ces études choisissent souvent une chronologie étendue, allant parfois de la période précoloniale jusqu’au temps présent, et s’attachent à capturer l’ampleur et la diversité de ces pratiques circulatoires, en évitant de se restreindre à des flux spécifiques. Cela leur permet de jeter un regard neuf sur la question des ruptures et continuités qui ont marqué la période coloniale, et d’évaluer les conséquences, souvent contradictoires, des politiques coloniales – industrialisation, développement d’infrastructures de transport et de communication, mais aussi sédentarisation de certaines populations – sur ces pratiques circulatoires. Ces études partagent ainsi une volonté de réflexion sur le processus de changement historique, cherchant à dépasser l’idée d’une simple transition d’un modèle à l’autre – d’une société précoloniale traditionnelle et statique vers une société coloniale moderne et mobile – en insistant sur l’imbrication des structures, des espaces et des pratiques à travers le temps.

L’ouvrage dirigé par Claude Markovits, Jacques Pouchepadass et Sanjay Subramanyam, *Circulation and Society*, constitue à ce titre une contribution particulièrement intéressante du fait notamment de son ampleur thématique. Prenant acte du fait qu’« au-delà des hommes et des marchandises, beaucoup d’autres éléments circulent dans une société (et entre une société donnée et d’autres sociétés) : informations, connaissances, idées, techniques, compétences, produits culturels (textes, chansons), pratiques religieuses, et même des dieux », l’ouvrage rassemble plusieurs études de cas précises qui, ensemble, permettent d’approcher les phénomènes circulatoires dans toute leur diversité. Les circulations de main-d’œuvre et les circulations marchandes, en particulier, sont ainsi étudiées à différents niveaux : les trajectoires – par définition mobiles – des marins indiens engagés sur des navires britanniques jouxtent celles des colporteurs et

26. Ian J. Kerr, ‘On the Move...’, *loc. cit.*; Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation*, *op. cit.*

marchands itinérants dans les régions du nord-ouest de l'Inde²⁷. D'autres contributions explorent quant à elles le lien entre mobilité des hommes, représentations de cette mobilité, et mobilité des textes eux-mêmes, à travers l'étude de récits de voyage, de livrets de colportage et du corpus de chanteurs itinérants²⁸. Ces diverses études de cas permettent ainsi de rendre compte de la diversité, et du dynamisme, caractérisant le « régime circulatoire » de l'Inde coloniale, à savoir « l'ensemble des circulations qui se produisent dans une société donnée et leurs résultats »²⁹.

D'autres historiens se sont proposés d'explorer le lien entre infrastructures et pratiques circulatoires, cherchant à étudier tout à la fois le mouvement « des hommes et des marchandises à travers le sous-continent » et les « structures qui ont pu faciliter ces mouvements »³⁰. Les circulations, définies au sens large comme les « pratiques spatiales, potentiellement cycliques, de différents groupes sociaux » n'existent en effet que grâce aux réseaux de communication qui les rendent possibles³¹. Pour autant, le développement de ces infrastructures de transport est également déterminé par les pratiques circulatoires, existantes ou envisagées, des populations locales. Dans son ouvrage *Pathways of Empire*, Ravi Ahuja se propose ainsi d'écrire une « histoire sociale du transport » de la région de l'Orissa, dans le sud-est de l'Inde, de la fin du XVIII^e siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, de manière à rendre compte de l'interaction entre pratiques circulatoires et développement d'infrastructures de communication. Ce travail cherche à contester l'idée, largement répandue, que la construction d'infrastructures de transport est « socialement neutre », le développement technologique ne pouvant être qu'un bienfait public. S'appuyant sur les travaux d'Henri Lefebvre définissant l'espace social comme un « produit social », R. Ahuja se propose d'étudier les infrastructures de communication comme la matérialisation de relations sociales dans l'espace. Cela lui permet de montrer qu'une multiplicité d'acteurs et de groupes sociaux est impliquée dans la construction, régulation et utilisation de ces infrastructures qui font, de fait, l'objet d'une multitude de débats, de contestations et d'appropriations concurrentes. S'il prouve que le développement d'infrastructures de communication « privilégie les conceptions de l'espace propres aux classes dominantes, et servent leurs intérêts », il insiste également sur la « polyva-

27. Cf. en particulier les contributions de E. Meyer, G. Balachandran, C. Markovits et N. Bhattacharya, in Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation...*, op. cit.

28. Cf. les contributions de C. Servant Schreiber et V. Narayana Rao and S. Subrahmanyam dans Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation...*, op. cit.

29. 'Introduction', Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation*, op. cit., p. 3.

30. Ravi Ahuja, *Pathways of Empire, Circulation, 'Public Works' and Social Space in Colonial Orissa (c. 1780-1914)*, Hyderabad, Orient BlackSwan, 2009, p. 1.

31. *Idem*, p. 9.

lence» de l'environnement bâti qui peut être approprié par ses usagers de mille façons différentes³².

L'ouvrage de Nitin Sinha, *Empire and Communication*, paru en 2011, se place dans la continuité de ces travaux. Choissant l'État du Bihar, au nord de l'Inde, comme objet d'étude, N. Sinha utilise le concept de circulation comme point d'entrée thématique permettant d'aborder une multitude de questions, traitant, tout à la fois, des pratiques circulatoires des populations locales et de celles de l'État colonial, de la construction d'infrastructures, et de la mise en place d'un appareil de contrôle et de régulation des circulations. Une des spécificités de ce travail tient à l'attention portée aux représentations, à la manière dont les hommes « interagissent » avec l'espace, de façon toujours dynamique : « ils le perçoivent et le dessinent, le représentent et le construisent, le décrivent et le transforment »³³. S'il montre que l'État colonial, à travers ses activités régulatrices, et la construction d'infrastructures, a influencé les pratiques et réseaux circulatoires, il retrace aussi la façon dont l'État lui-même a cherché à produire et à mobiliser des connaissances concernant ces pratiques et réseaux. L'impact social et spatial de la territorialisation de l'emprise coloniale est analysé en détail dans la seconde partie de l'ouvrage. N. Sinha revient sur la stigmatisation progressive des pratiques circulatoires de certains groupes, qui devinrent, dans la taxinomie coloniale, des groupes « criminels » en raison de leur mobilité même. La période coloniale vit également la mise en place de nouveaux régimes de circulation, à travers le développement d'infrastructures de transport. Il ne faut pas y voir pour autant une rupture radicale : l'introduction de nouvelles technologies de transport s'appuya souvent sur des structures préexistantes, et de nombreuses pratiques circulatoires antérieures échappèrent au contrôle de l'État colonial.

Ces différents travaux, adoptant une définition étendue de l'idée de « circulation », et liant l'étude des circulations à celle des infrastructures, permettent de jeter un regard nouveau sur la question de l'impact de la colonisation sur les pratiques circulatoires, de la fin du XVIII^e siècle jusqu'à la période contemporaine. Ils le font à travers diverses perspectives – en étudiant les pratiques circulatoires de groupes spécifiques sur la longue durée, ou en explorant la façon dont l'État colonial, encourageant certaines circulations, en contraignant d'autres, a cherché à construire son propre régime de circulation. Les autorités britanniques cherchèrent donc avant tout à discriminer entre des formes de mobilité potentiellement subversives et celles qui, au contraire, servaient les intérêts de l'Empire. Cela les conduisit à stigmatiser les modes de vie itinérants de certaines communautés, tout en encourageant les flots de main-d'œuvre rurale vers les centres

32. *Idem*, p. 33.

33. Nitin Sinha, *Communication and Colonialism in Eastern India, Bihar, 1760s-1880s*, Londres, Anthem Press, 2012.

urbains. Pour autant, il convient de souligner l'ambiguïté de l'État colonial vis-à-vis de certaines pratiques circulatoires, qu'il utilisa et stigmatisa tout à la fois. Ainsi, pendant les premières décennies de la colonisation, l'administration dépendit souvent de ces mêmes communautés itinérantes, qu'il s'agisse de groupes marchands ou de communautés monastiques mobiles, pourvoyeuses d'informations sur des espaces méconnus, et parfois difficilement accessibles³⁴. Il en va de même pour les colporteurs et autres marchands itinérants qui, s'ils furent perçus comme des groupes au potentiel subversif important, constituèrent également des intermédiaires cruciaux, permettant aux marchandises impériales d'accéder à des marchés géographiquement isolés³⁵.

Ces travaux permettent également de repenser la « transition » coloniale de façon plus nuancée. Au-delà d'une appréciation dichotomique, opposant la mise en mouvement de populations statiques à la sédentarisation de communautés essentiellement mobiles, ils explorent en détail la façon dont le développement des structures de domination coloniale a conduit à une restructuration des pratiques circulatoires. Nuançant l'idée d'une rupture brutale, ils se proposent de rendre compte de phénomènes d'imbrication, puisque le développement de nouvelles formes de circulation coexistait avec la reconstitution de structures et pratiques préexistantes. R. Ahuja et N. Sinha proposent ainsi tous deux de décrire l'espace colonial comme constitué d'une multitude de « couches » (*multilayered*), et de « réseaux imbriqués » (*nested networks*), certains créés par l'État colonial, d'autres hérités des périodes précédentes, et tous perpétuellement reconstitués, à travers une multitude de processus³⁶. De la même manière, les études portant sur les circulations commerciales montrent que, loin de remplacer les systèmes antérieurs, le système colonial s'est appuyé sur des réseaux préexistants – qu'il s'agisse des réseaux panindiens des grandes castes marchandes ou des réseaux, locaux, des colporteurs – pour pénétrer le marché indien³⁷.

Ces travaux permettent enfin de dépasser une perspective trop statique, qui cherche à enraciner les individus dans un lieu spécifique ; il en va ainsi de la figure de l'« ouvrier paysan », paradoxale seulement dans la mesure où l'on estime qu'un individu se définit par une appartenance spatiale fixe. C'est ignorer la spécificité de l'entre-deux occupé par les groupes itinérants. Neeladri Bhattacharya note ainsi que les mythes fondateurs de certaines communautés de marchands et colporteurs du nord-ouest de l'Inde associent souvent leur mode de vie itinérant à une malédiction, conséquence

34. *Idem*, chapitre 5 : 'Controlling the Routes'.

35. Neeladri Bhattacharya, 'Predicaments of Mobility', in Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation...*, *op. cit.*, p. 163-214.

36. Nitin Sinha, *Communication and Colonialism...*, *op. cit.*

37. *Idem*, p. xxvi. Cf. aussi Neeladri Bhattacharya, 'Predicaments of Mobility', in Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation...*, *op. cit.*, p. 163-214 et Claude Markovits, 'Merchant Circulation in South Asia (Eighteenth to Twentieth Centuries): the Rise of Pan-Indian Merchant Networks', *Idem.*, p. 131-162.

de la faute originelle d'un ancêtre commun. Il y voit une tension, entre la revendication d'une tradition d'itinérance, source de fierté, et l'assimilation par ces mêmes communautés des normes dominantes de la société sédentaire, qui fondent leur marginalisation. Il insiste ainsi sur la position ambiguë de ces groupes, condamnés à être des « étrangers familiers » (*familiar strangers*), liés à la société sédentaire, à laquelle ils n'appartiennent pourtant pas³⁸.

Camille Buat est doctorante au Centre d'Histoire de Sciences Po Paris et au Center for Modern Indian Studies de l'Université de Göttingen

38. Neeladri Bhattacharya, 'Predicaments of Mobility', in Claude Markovits, Jacques Pouchepadass, Sanjay Subrahmanyam (eds), *Society and Circulation...*, *op. cit.*, p. 191.